

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux*.

Séance du 19.10.23

#Objet : Signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité - Règlement relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité #

Séance publique

Ressources Humaines

Le Conseil,

Vu la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union;

Vu les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois, les articles 14/1 à 15/5;

Vu le protocole d'accord du 28 septembre 2023;

DECIDE

de marquer son accord sur le règlement ci-après :

Règlement relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité

Article 1 Objectif

Le présent règlement porte exécution de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union.

Il vise à déterminer les modalités relatives à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du système de signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Art.2 Définitions et champ d'application

Le présent règlement s'inscrit dans le champ d'application et les définitions, notamment des termes « atteinte à l'intégrité » et « membre du personnel », des décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois.

Le terme « instance » utilisé dans ces décret et ordonnance conjoints renvoie à « la commune » pour l'application du présent règlement.

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par :

1° Décret et ordonnance conjoints : Décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 relatifs au médiateur bruxellois ;

2° chef fonctionnel : membre du personnel qui a la direction ou le contrôle journalier du fonctionnement d'une personne ou d'une équipe ;

3° personne de confiance d'intégrité : le secrétaire communal pour le personnel francophone, le Receveur communal pour le personnel néerlandophone ;

Art. 3. Auteur et destinataire d'un signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité

Tout membre du personnel peut signaler à la personne de confiance d'intégrité une atteinte suspectée à l'intégrité :

- 1° qui a déjà eu lieu, est en train d'avoir lieu, ou qui est sur le point d'avoir lieu et ;
- 2° qui est fondée sur une présomption raisonnable.

Toute forme de représailles au sens de l'article 15/1 §2 des décret et ordonnance conjoint contre l'auteur d'un signalement, est interdite, en ce compris les menaces de représailles et tentatives de représailles.

S'il a des raisons légitimes de craindre qu' :

- 1° aucune suite utile ne sera réservée au signalement dans les délais prescrits par le présent règlement;
- 2° en raison de ce signalement, il risque d'être soumis à une peine disciplinaire ou à toute autre forme de représailles, en ce compris les menaces de représailles et tentatives de représailles, telles que définies par l'article 15/1, §1er et §2, du décret et ordonnance conjoints, le membre du personnel peut signaler l'atteinte suspectée à l'intégrité au médiateur bruxellois.

Art. 4. Information

Le membre du personnel qui envisage de signaler une atteinte suspectée à l'intégrité peut solliciter information et conseil sur le contenu et l'application des décret et ordonnance conjoint et du présent règlement auprès de la personne de confiance d'intégrité.

Art. 5. Garantie de confidentialité

La personne de confiance d'intégrité reçoit les rapports du signalement par le biais de systèmes qui, de par leur conception, leur mise en place et leur gestion, satisfont aux mêmes conditions que le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité créé au sein du service du médiateur bruxellois telles qu'édictées par l'article 15 § 4 des décret et ordonnance conjoints.

Ces systèmes permettent tant des signalements écrits que des signalements oraux, et garantissent la confidentialité et, au besoin, l'anonymat de l'auteur du signalement et de tout tiers mentionné dans le signalement.

La personne de confiance d'intégrité est soumise aux mêmes obligations que celles édictées par l'article 15 §§4 et 5 des décret et ordonnance conjoint pour le point de contact pour les atteintes suspectées à l'intégrité créé au sein du service du médiateur bruxellois.

Art. 6 Modes de communication d'un signalement

Un signalement peut être écrit ou oral et adressé à la personne de confiance d'intégrité par les moyens suivants :

- 1° par courriel ;
- 2° par courrier ;
- 3° oralement par téléphone ou en personne : auprès de la personne de confiance d'intégrité sur rendez-vous.

Lorsque la plainte est formulée oralement, elle est transcrite par écrit par la personne de confiance d'intégrité.

Lorsque la personne de confiance d'intégrité l'estime nécessaire, elle reçoit l'auteur du signalement.

Art. 7.

Le signalement contient au moins les informations suivantes :

- 1° l'identité et les coordonnées de l'auteur du signalement ;
- 2° une description, la plus claire et précise possible, de l'atteinte suspectée à l'intégrité, du service et des personnes concernées et des faits ;
- 3° les éventuelles démarches accomplies auprès d'autres personnes ou instances, ainsi que les recours juridictionnels ou administratifs introduits par l'auteur du signalement.

L'auteur du signalement joint à sa plainte la copie des documents nécessaires à la compréhension de celle-ci. En cas de signalement oral, le compte-rendu du signalement satisfait aux exigences précitées et est soumis à la signature de l'auteur du signalement.

Le signalement est consigné dans le registre prescrit par l'article 15/3 des décret et ordonnance conjoints.

Art. 8. Droits et obligations de l'auteur du signalement

§ 1er. L'auteur du signalement a droit :

- 1° à un traitement consciencieux et à l'examen neutre, objectif et impartial de son signalement ;
- 2° d'être informé de la décision, de traiter ou non sa plainte et, en cas de refus, de recevoir une réponse motivée ;

3° d'être informé régulièrement du suivi de son signalement et, le cas échéant, du résultat obtenu.

§ 2. L'auteur du signalement s'engage à fournir toute information additionnelle demandée et à la tenir informée de toute évolution utile au traitement de son signalement.

Pendant le traitement du signalement, l'auteur du signalement s'abstient d'intervenir parallèlement, directement ou par personne interposée, et de manière non concertée, auprès d'autres organes de l'administration.

Art. 9. Traitement du signalement

§ 1er. La personne de confiance d'intégrité accuse réception du signalement dans un délai de 15 jours ouvrables suivant la réception de celle-ci.

Pour le reste, le signalement est traité par un comité composé des personnes de confiance d'intégrité francophones et néerlandophones de la commune et du CPAS.

§ 2. Lorsque le comité constate qu'un signalement n'est pas complet, il invite la personne qui l'a introduite à lui communiquer les éléments manquants. A défaut de réponse dans un délai de 30 jours calendrier, le comité peut décider de clôturer sans suite le dossier.

§ 3. Le comité refuse de traiter un signalement lorsque :

1° le signalement se rapporte à des faits ou concerne une instance à l'égard de laquelle il n'est pas compétent ;

2° le signalement est manifestement non fondé, c'est-à-dire fantaisiste, vexatoire ou diffamatoire ;

3° le signalement se rapporte à des faits constitutifs d'un crime ou d'un délit que la personne de confiance d'intégrité est tenue de dénoncer au Procureur du Roi conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle ; dans ce cas, elle en informe l'auteur du signalement et le médiateur bruxellois.

§ 4. Lorsque le signalement se rapporte à des faits faisant l'objet d'un recours administratif ou juridictionnel, le comité décide s'il est opportun de le traiter parallèlement.

§5. Le comité informe l'auteur du signalement dans les 30 jours ouvrables de sa décision de traiter ou non le signalement.

Art. 10. Instruction du signalement

§ 1er. Le comité peut renvoyer le signalement au médiateur bruxellois lorsque l'atteinte suspectée à l'intégrité :

1° nécessite des moyens d'investigation qui dépassent ceux susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre d'une enquête interne ;

2° ne peut faire l'objet d'une enquête interne au vu des risques de conflit d'intérêts pour la personne de confiance d'intégrité ou d'immixtion du ou des membre(s) du personnel concerné(s) par les faits signalés.

§ 2. Le comité entend ou interroge par écrit toute personne qu'elle juge utile.

Il est dressé procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Si le procès-verbal est dressé à l'issue de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et l'intéressé est invité à le signer.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué à l'intéressé dans les huit jours de l'audition avec invitation à le signer.

En tout cas, au moment de la signature, l'intéressé peut formuler des réserves ou amender le procès-verbal. S'il refuse de signer, il en est fait mention.

Si l'intéressé a renoncé par écrit à répondre ou être entendu ou ne s'est pas présenté à l'audition ou n'a pas répondu aux questions écrites dans les 15 jours calendrier, la personne de confiance d'intégrité établit un écrit qui le relate.

§3. Les membres du comité ont le droit d'accéder et d'obtenir la transmission de toute donnée, en ce compris des données personnelles, détenue par quelque membre du personnel que ce soit ou quelque service communal que ce soit.

A cette fin, la personne de confiance d'intégrité adresse à toute personne susceptible d'avoir accès à ces données une demande écrite dûment motivée. La motivation peut être succincte pour préserver l'anonymat de l'auteur du signalement.

Art. 11. Clôture du traitement du signalement

§1er Dans un délai de trois mois, le comité rédige un rapport incluant ses constatations, ses appréciations des faits et/ou apporter des éléments de preuve et les mesures qu'il recommande à l'égard de l'atteinte suspectée à l'intégrité si elle l'estime établie, exception faite des signalements mentionnés à l'article 9 §3.

Le comité le communique :

1° au Collège;

2° au service compétent auprès du médiateur bruxellois.

§ 2. La personne de confiance d'intégrité informe, par écrit, l'auteur de signalement du résultat de l'enquête.

§ 3. Lorsque le comité estime, au cours de la procédure de signalement, qu'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a connaissance d'un crime ou d'un délit, il en informe sans délai le Procureur du Roi conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle.

Le Secrétaire invite le Collège ou le Conseil à engager une procédure disciplinaire lorsqu'il a connaissance de crimes, délits ou autres manquements passibles de sanctions disciplinaires.

Le comité en avise par écrit le médiateur bruxellois.

§ 4. Le rapport est consigné dans le registre visé à l'article 15/3 des décret et ordonnance conjoints.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 19 octobre 2023

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Pascale Magnette

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 19.10.23

#Onderwerp : Melding van een veronderstelde integriteitsschending - Reglement betreffende de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending #

Openbare zitting

Human Resources

De Raad,

Gelet op de richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europese Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden;

Gelet op de gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman, artikelen 14/1 t.e.m. 15/5;

Gelet op het protokolakkorrd van 28 september 2023;

BESLIST

in te stemmen met het hieronder reglement :

Reglement betreffende de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending

Artikel 1. Doel

Dit reglement geeft uitvoering aan Richtlijn (EU) 2019/1937 van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2019 inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden.

Het strekt ertoe de praktische regels te bepalen betreffende de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending.

Art. 2. Definities en toepassingsgebied

Dit reglement valt onder het toepassingsgebied en de definities, met name van de begrippen "integriteitsschending" en "personeelslid", van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman.

Voor de toepassing van dit reglement verwijst de term "instantie" die in dit gezamenlijk decreet en ordonnantie wordt gebruikt naar "de gemeente".

Voor de toepassing van dit reglement moet worden verstaan onder:

1° Gezamenlijk decreet en ordonnantie: gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 met betrekking tot de Brusselse ombudsman.

2° Functionele chef: personeelslid dat de leiding of de dagelijkse controle heeft over het functioneren van een persoon of een team;

3° Vertrouwenspersoon integriteit: de gemeentesecretaris voor het Franstalige personeel, de gemeenteontvanger voor het Nederlandstalige personeel;

Art. 3. Melder en ontvanger van een melding van een veronderstelde integriteitsschending

Elk personeelslid kan aan de vertrouwenspersoon integriteit een veronderstelde integriteitsschending melden:

- 1° die zich reeds heeft voorgedaan, zich voordoet of op het punt staat zich voor te doen; en
- 2° op basis van een redelijk vermoeden.

Elke vorm van vergelding, in de zin van artikel 15/1, § 2 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie, tegen de melder is verboden, met inbegrip van het dreigen met vergelding en pogingen tot vergelding.

Als hij of zij gegronde redenen heeft om te vrezen dat:

- 1° er geen gevolg zal gegeven worden aan de melding binnen de door dit reglement opgelegde termijnen;
- 2° als gevolg van deze melding, hij of zij riskeert te worden onderworpen aan een tuchtstraf of andere vormen van vergelding, met inbegrip van bedreigingen met vergelding en pogingen tot vergelding, zoals gedefinieerd in artikel 15/1, §1 en §2 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie, kan het personeelslid de veronderstelde integriteitsschending melden aan de Brusselse ombudsdienst.

Art. 4. Informatie

Het personeelslid dat overweegt om een veronderstelde integriteitsschending te melden kan bij de vertrouwenspersoon integriteit informatie en advies vragen over de inhoud en de toepassing van het gezamenlijk decreet en ordonnantie en van dit reglement.

Art. 5. Vertrouwelijkheidsgarantie

De vertrouwenspersoon integriteit ontvangt het bericht in verband met een melding via systemen die qua ontwerp, uitvoering en beheer voldoen aan dezelfde voorwaarden als het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen dat binnen de Brusselse ombudsdienst is opgericht, zoals bepaald in artikel 15, § 4 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie.

Die systemen maken zowel schriftelijke als mondelinge meldingen mogelijk en garanderen de vertrouwelijkheid en, indien nodig, de anonimiteit van de melder en van elke derde partij die in de melding wordt genoemd.

De vertrouwenspersoon integriteit is onderworpen aan dezelfde verplichtingen als die bepaald in artikel 15, §§ 4 en 5 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie voor het meldpunt voor veronderstelde integriteitsschendingen dat binnen de Brusselse ombudsdienst is opgericht.

Art. 6. Manieren om een melding te doen

Een melding kan schriftelijk of mondeling gebeuren en kan op de volgende manieren aan de vertrouwenspersoon integriteit worden bezorgd:

- 1° per e-mail;
- 2° per post;
- 3° mondeling per telefoon of in persoon: bij de vertrouwenspersoon integriteit na afspraak.

Als de melding mondeling gebeurt, zal de vertrouwenspersoon integriteit daar een schriftelijke transcriptie van maken.

Als de vertrouwenspersoon dat nodig acht, ontvangt hij of zij de melder persoonlijk.

Art. 7.

De melding bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° de identiteit en contactgegevens van de melder;
- 2° een zo duidelijk en nauwkeurig mogelijke beschrijving van de veronderstelde integriteitsschending, van de betrokken dienst en personen en van de feiten;
- 3° de eventuele stappen die bij andere personen of instanties zijn ondernomen en de gerechtelijke of administratieve beroepen die de melder heeft ingesteld.

De melder voegt bij zijn melding een kopie van de documenten die nodig zijn om de melding te begrijpen.

Wanneer de melding mondeling gebeurt, moet het verslag van de melding voldoen aan voornoemde eisen en moet het ter ondertekening aan de melder worden voorgelegd.

De melding wordt opgenomen in het door artikel 15/3 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie voorgeschreven register.

Art. 8. Rechten en plichten van de melder

§ 1. De melder heeft het recht:

- 1° op een zorgvuldige behandeling en een neutraal, objectief en onpartijdig onderzoek van zijn of haar melding;
- 2° om in kennis te worden gesteld van de beslissing om zijn of haar melding al dan niet in behandeling te

nemen en, in geval van weigering, een met redenen omkleed antwoord te ontvangen;

3° om regelmatig op de hoogte te worden gebracht van het gevolg dat aan zijn of haar melding wordt gegeven en, in voorkomend geval, van het verkregen resultaat.

§ 2. De melder verbindt zich ertoe alle door de vertrouwenspersoon integriteit gevraagde aanvullende inlichtingen te verstrekken en hem of haar op de hoogte te houden van alle ontwikkelingen die relevant zijn voor de behandeling van zijn of haar melding.

Terwijl de melding wordt behandeld, onthoudt de melder zich ervan om parallel, rechtstreeks of via een tussenpersoon, en zonder overleg, tussenbeide te komen bij andere instanties van de administratie.

Art. 9. Behandeling van de melding

§ 1. De vertrouwenspersoon integriteit bevestigt de ontvangst van de melding binnen een termijn van 15 werkdagen na de ontvangst ervan.

Voor het overige wordt de melding behandeld door een comité dat bestaat uit Nederlandstalige en Franstalige vertrouwenspersonen integriteit van de gemeente en van het OCMW.

§ 2. Indien het comité vaststelt dat een melding onvolledig is, vraagt het aan de melder om de ontbrekende gegevens te verstrekken. Indien het comité binnen een termijn van 30 kalenderdagen geen antwoord heeft gekregen, kan het beslissen om de melding zonder verder gevolg af te sluiten.

§ 3. Het comité weigert een melding te behandelen wanneer:

1° de melding betrekking heeft op feiten of een instantie waarvoor het niet bevoegd is;

2° de melding kennelijk ongegrond is, dat wil zeggen uit de lucht gegrepen, tergend of lasterlijk is;

3° de melding betrekking heeft op feiten die een misdaad of wanbedrijf uitmaken die/dat de vertrouwenspersoon integriteit overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering moet melden aan de procureur des Konings; in dat geval brengt de vertrouwenspersoon integriteit de melder en de Brusselse ombudsdienst daarvan op de hoogte.

§ 4. Wanneer de melding betrekking heeft op feiten die het voorwerp uitmaken van een gerechtelijk of administratief beroep, beslist het comité of het opportuun is om die parallel te behandelen.

§ 5. Het comité brengt de melder binnen een termijn van 30 werkdagen op de hoogte van zijn beslissing om de melding al dan niet in behandeling te nemen.

Art. 10. Onderzoek van de melding

§ 1. Het comité kan de melding doorverwijzen naar de Brusselse ombudsdienst wanneer de veronderstelde integriteitsschending:

1° onderzoeksmiddelen vereist die verder gaan dan die welke kunnen worden ingezet in het kader van een intern onderzoek;

2° niet het voorwerp mag uitmaken van een intern onderzoek gezien het risico op belangenconflicten voor de vertrouwenspersoon integriteit of op inmenging van het personeelslid of de personeelsleden die bij de gemelde feiten betrokken zijn.

§ 2. Het comité hoort of ondervraagt schriftelijk elke persoon die het nuttig acht.

Van het verhoor wordt er een proces-verbaal opgesteld dat getrouw de verklaringen van de verhoorde persoon weergeeft.

Indien het proces-verbaal op het einde van het verhoor wordt opgesteld, wordt het onmiddellijk daarna opgelezen en de betrokkene wordt uitgenodigd om het te ondertekenen.

Indien het proces-verbaal na het verhoor wordt opgesteld, wordt het aan de betrokkene toegezonden binnen acht dagen na het verhoor, met de uitnodiging om het te ondertekenen.

In elk geval kan de betrokkene bij de ondertekening voorbehoud maken of het proces-verbaal laten aanpassen. Als hij of zij weigert te tekenen, wordt dit genoteerd.

Indien de betrokkene schriftelijk heeft afgezien van het recht om te antwoorden of om gehoord te worden, of de hoorzitting niet heeft bijgewoond, of niet binnen 15 kalenderdagen de schriftelijke vragen heeft beantwoord, stelt de vertrouwenspersoon integriteit hiervan een schriftelijke verklaring op.

§ 3. De leden van het comité hebben het recht om toegang te krijgen tot alle gegevens of de overdracht daarvan te bekomen, met inbegrip van persoonsgegevens, waarover enig personeelslid of enige gemeentedienst zou beschikken.

Daartoe zal de vertrouwenspersoon integriteit een schriftelijk en naar behoren gemotiveerd verzoek sturen naar enige persoon die mogelijk toegang heeft tot deze gegevens. De motivering kan beknopt zijn om de anonimiteit van de melder te beschermen.

Art. 11. Afsluiting van de behandeling van de melding

§ 1. Binnen een termijn van drie maanden stelt het comité een verslag op met zijn bevindingen en beoordelingen met het oog op de vaststelling van de feiten en/of de bewijsvoering en de maatregelen die het aanbeveelt ten aanzien van de veronderstelde integriteitsschending indien het comité die bewezen acht, met uitzondering van de in artikel 9, § 3 bedoelde meldingen.

Het comité deelt dit mee aan:

1° het college;

2° de bevoegde dienst bij de Brusselse ombudsdienst.

§ 2. De vertrouwenspersoon integriteit stelt de melder schriftelijk in kennis van het resultaat van het onderzoek.

§ 3. Wanneer het comité in de loop van de meldprocedure van oordeel is dat het over voldoende aanwijzingen beschikt om te kunnen concluderen dat het kennis heeft gekregen van een misdaad of wanbedrijf, stelt het de procureur des Konings daarvan onverwijld in kennis overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

De secretaris verzoekt het college of de raad om een tuchtprocedure in te leiden wanneer ze kennis zouden hebben van misdaden, wanbedrijven of andere tekortkomingen die aanleiding kunnen geven tot tuchtstraffen.

Het comité brengt de Brusselse ombudsdienst hier schriftelijk van op de hoogte.

§ 4. Het verslag wordt opgenomen in het in artikel 15/3 van het gezamenlijk decreet en ordonnantie bedoelde register.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 oktober 2023

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Pascale Magnette

Sophie de Vos